

Justice ou injustice fiscale ? – Exercice

En complément du livre « La violence des riches » (Pinçon-Charlot, 2014), nous vous proposons un exercice sur le thème de l'injustice fiscale.

En vous basant sur un entretien d'Arnaud Zacharie (secrétaire général du CNCD) réalisé en janvier de cette année, effectuez les tâches reprises ci-dessous.

Lien vers l'entretien : <https://www.youtube.com/watch?v=6vivIpFVjnE&t=1937s>

A) Questionnaire à choix multiples

Cochez la / les bonne(s) réponse(s), s'il échet...

1) Qu'est-ce que le CNCD ?

- l'organisation responsable de l'opération 11.11.11
- le Centre National de Coopération au Développement, qui finance des projets de développement durable et d'éducation
- une structure créée en 1966
- la coupole des organisations et associations non-gouvernementales engagées dans la solidarité internationale en Belgique
- un rassemblement de plus de 80 associations et d'environ 10.000 volontaires

2) En matière de fiscalité, qu'est ce qui caractérise un pays développé aujourd'hui ?

- Quelques prélèvements légers, réduits au minimum, afin de laisser un maximum de libertés aux acteurs privés
- Une fiscalité assez haute, pour financer l'État-Providence
- Un système qui garantit la contribution des ménages et des entreprises à la vie en commun
- Des charges qui visent uniquement à financer les fonctions régaliennes (Justice, défense, police)
- Un système de redistribution des richesses qui garantit le développement humain et le développement durable

3) Quel est l'opinion du citoyen ordinaire en Belgique à propos des impôts ?

- Un sentiment d'injustice
- La volonté d'une réduction généralisée des impôts
- La volonté de réduire les impôts pour les grandes entreprises et pour les plus riches, afin qu'ils puissent continuer à créer de la richesse et de l'emploi pour tout le monde
- Il y a un large consensus sur la nécessité d'une fiscalité plus juste, afin de financer les services publics et la transition écologique
- La volonté d'une répartition plus équitable des impôts

- 4) Quelle est l'attitude des firmes transnationales vis-à-vis de la fiscalité ?
- Elles ont un sens aigu du bien commun et sont proactives en matière de contributions et de financements des services publics
 - Elles font circuler leurs capitaux d'un coin à l'autre de la planète pour éviter de payer des impôts
 - Elles ont la volonté de poursuivre leurs activités sans empiéter sur le pouvoir des États
 - Elles accordent la priorité à leurs profits et pratiquent l'évitement fiscal
 - Elles contribuent à l'allègement de la pression fiscale pour les classes moyennes
- 5) Que peut-on dire à propos du *taux marginal supérieur* ?
- C'est un impôt destiné aux personnes très riches, instauré au cours du XX^e siècle
 - C'est un produit de ce qui est appelé ici la « première mondialisation (1870-1914) », adopté afin de réduire les inégalités et d'éviter de nouvelles tragédies (guerres, crises, etc.)
 - C'est une disposition qui concerne les taux d'intérêt sur les crédits immobiliers
 - C'est une taxe qui concerne les revenus les moins élevés
 - C'est un taux en moyenne de 70 % durant les « Trente Glorieuses »
- 6) Les firmes transnationales...
- pratiquent le chantage pour payer moins d'impôt en menaçant les États de délocaliser leurs activités
 - sont des structures monolithiques et totalement intégrées
 - sont dans un rapport de force asymétrique par rapport aux États et aux syndicats
 - sont 100 fois plus nombreuses aujourd'hui qu'il y a 50 ans
 - sont avant tout soucieuses d'une fiscalité juste, pour répondre aux défis sociaux et environnementaux de notre époque
 - mettent en œuvre des stratégies d'évitement fiscal qui *in fine* pourraient conduire à une disparition pure et simple de l'impôt sur les sociétés à l'échelle mondiale
- 7) « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain ». Que peut-on dire à propos de cette affirmation ?
- L'énorme croissance des profits observée ces dernières années a en effet profité à tous
 - L'augmentation de la productivité a en effet grandement contribué à augmenter les profits mais pas les investissements (ni les salaires)
 - Ce n'est plus vrai aujourd'hui, les profits d'aujourd'hui sont essentiellement utilisés pour de la spéculation financière et des stratégies économiques de domination des marchés
 - C'est ce que pensait le chancelier allemand Helmut Schmidt dans les années 1970, comme beaucoup de ses collègues chefs d'État à l'époque
 - Des profits importants contribuent à une concurrence saine, loin des phénomènes d'hyper-concentration du pouvoir économique

8) L'optimisation fiscale des firmes transnationales...

- contribue directement aux politiques d'austérité appliquées dans de nombreux États
- représente (selon le FMI) plus de 600 milliards de \$ de pertes/an pour les États (dont plus de 200 milliards pour les pays en développement)
- pourrait être facilitée par une taxation unitaire de ces firmes
- permet des investissements massifs dans la transition écologique et les énergies renouvelables
- contraint les États à taxer les contribuables moins mobiles, c'est-à-dire les classes moyennes

9) Quel lien peut-on faire entre la compétitivité et l'injustice fiscale ?

- Au nom de la compétitivité, les États ont tendance à baisser les impôts sur les sociétés (passés en moyenne de 35 % à 22 % à l'échelle européenne) et à renforcer l'injustice fiscale
- La compétitivité voulue par nos gouvernements contribue à lutter contre l'injustice fiscale
- Il n'y en a aucun, ce sont deux sujets totalement distincts
- La compétitivité est en réalité tronquée car complètement « dopée » au dumping fiscal, ce qui renforce les injustices
- Il existe des liens mais ils sont indirects et difficiles à démontrer

10) Comment lutter contre l'évitement fiscal des firmes transnationales ?

- En invitant les firmes transnationales à développer, si elles le souhaitent, des activités philanthropiques
- En attendant patiemment un consensus mondial sur le sujet
- En instaurant un impôt sur les sociétés à l'échelle mondiale (idéalement de 25 % selon l'Alliance mondiale pour la Justice fiscale)
- En alignant toutes les politiques fiscales du monde sur celle de Donald Trump
- En luttant contre les paradis fiscaux et pour la transparence fiscale

11) En quoi les droits de propriété intellectuelle constituent-ils un élément important ?

- Ils devraient être l'objet d'une remise en question importante pour réellement permettre l'innovation et la diversité économique
- Leur importance est surévaluée, ils ne constituent en réalité qu'un aspect mineur de nos systèmes légaux
- Ils sont utilisés abusivement pour mettre la recherche et l'innovation au service du profit
- Les grandes firmes transnationales pratiquent là-aussi l'hyper-concentration ce qui nuit au bien commun
- Tels qu'ils sont appliqués aujourd'hui, ils permettent l'innovation et contribuent à dynamiser la recherche scientifique

12) En Belgique, quelles sont les conséquences de l'optimisation fiscale ?

- Cela dynamise les investissements dans la transition énergétique
- Cela favorise la production éthique et locale
- Cela menace le financement de notre protection sociale, notamment des retraites
- Cela permet aux petites et moyennes entreprises (PME) d'évoluer dans un contexte de concurrence saine et équitable
- Cela alimente les discours politiques démagogiques et extrémistes

13) Que peut-on dire à propos de la TVA ?

- C'est une taxe particulièrement juste qui permet à chacun de contribuer selon ses moyens
- C'est un Taux de Valorisation des Actifs, bien connu dans les milieux boursiers
- C'est une taxe qui ne s'applique pas aux produits alimentaires et de première nécessité
- C'est un impôt bien proportionné
- C'est une taxe qui a été abaissée ces dernières années, afin de diminuer la pression fiscale sur les classes moyennes

14) Quel a été l'impact de la « mondialisation néolibérale » sur la distribution des richesses dans le monde ?

- Une aggravation des inégalités entre les ultra-riches et les classes moyennes
- Les classes moyennes des pays émergents sont parvenues à une amélioration relative de leur statut économique
- Les catégories extrêmement pauvres se sont encore appauvries
- Les classes moyennes des pays industrialisés ont continué à améliorer leur statut économique
- La catégorie des ultra-riches (1 %) s'est légèrement appauvrie

15) Quel est l'impact politique et démocratique de l'injustice fiscale ?

- Pour mieux préserver un agenda néo-libéral, certains leaders politiques détournent l'attention de l'opinion publique en désignant des boucs émissaires
- Cela renforce les fondements de nos sociétés démocratiques
- Cela renforce le discours « national-populiste »
- L'injustice sociale génère la colère de beaucoup de citoyens et des votes extrémistes
- Cela renforce les tendances « identitaires »

16) De manière générale, quels cycles peut-on observer depuis la Révolution industrielle ?

- Une oscillation entre des phases de dérégulation et finalement de crises d'une part et des phases de régulation et de prospérité d'autre part
- Une grave crise économique en 2008 qui a engendré des politiques de stricte régulation du système financier international et de relance économique
- Une sorte de « balancier » entre intervention des États et auto-régulation du marché

- Des cycles variables qui débouchent sur une libération totale des charges pour les grands acteurs économiques, ce qui permet l'émancipation du plus grand nombre et le respect de l'environnement
- La régulation après la Seconde Guerre mondiale a généré de la prospérité mais cette régulation a été remise en question par le « tournant néo-libéral » des années 1980

17) Y a-t-il un lien entre nos problèmes économiques et la situation globale de notre environnement ?

- Oui, clairement. La crise environnementale actuelle est le reflet des inégalités mondiales
- Non. D'ailleurs, les plus pauvres ne subissent pas plus les conséquences du réchauffement climatique que les plus riches
- Oui, les 10 % de personnes les plus riches sont responsables de la moitié des émissions de gaz à effet de serre dans le monde alors que les 50 % les plus pauvres n'émettent que 10 % de l'ensemble
- Oui, mais la cause première de la dégradation de l'environnement, c'est la croissance démographique mondiale
- Oui, quelques grandes entreprises dominantes polluent énormément

18) La lutte contre l'évasion fiscale...

- passe par l'échange automatique d'informations fiscales entre les États
- est une atteinte à la liberté économique et un frein au dynamisme de l'économie réelle
- permettrait de financer complètement la transition environnementale
- implique de simplement aligner les taux d'impôt entre les ménages ordinaires et les entreprises
- est possible tout en préservant le secret bancaire et la discrétion dont bénéficient beaucoup de sociétés à propos de leurs activités et de leur patrimoine global

B) Vocabulaire

Recherchez une définition complète des notions suivantes :

Fiscalité, IDH (Indice de développement humain), multinationale (ou firme transnationale), FMI (Fonds Monétaire International), « Trente Glorieuses », mondialisation, néolibéralisme, dumping fiscal (= course au moins-disant fiscal), productivité, monopole, paradis fiscal, propriété intellectuelle, TVA (taxe sur la valeur ajoutée), inégalités sociales, transition écologique, taxation unitaire des multinationales

C) Exercice de synthèse

À partir de ce que vous avez appris en écoutant cet entretien, réalisez une synthèse qui répond à la question suivante : « Pourquoi peut-on parler d'injustice fiscale dans le monde en 2020 ? »